



SOUTIEN AUX COLLEGUES DES DROM-COM

CGT Pénitentiaire

Des événements graves se sont déroulés au CP de Majicavo à MAYOTTE. Lors des mouvements de promenade des détenus se sont pris à un gradé de secteur en lui subtilisant ses clés. Deux autres collègues se sont retrouvés sans voie de repli et ont été pris en otages par des mutins. Il a valu l'intervention des forces de l'ordre pour ramener le calme et libérer nos collègues très traumatisés. Des ELSP de la Réunion ont été déployés pour venir en aide et nous attendons des agents des différents ERIS en renfort dans les 48 heures.

À la suite de ces événements dramatiques un mouvement de mécontentement a débuté. Les agents ont refusé de prendre le service. Nous sommes en total soutien avec eux. Notre administration doit prendre un compte la colère du personnel. Il devient difficile de mener à bien nos missions dans de telles conditions. Rappelons que les mêmes incidents se sont déjà déroulés en Nouvelle-Calédonie, en Guyane et en Guadeloupe. Le personnel est systématiquement pris à parti et souvent agressé.

Hasard du calendrier, le vendredi 27 septembre la D.I recevait le référent DROM-COM en audience. La dégradation des conditions de travail dû à la surpopulation carcérale était un point primordial de notre échange. Largement dénoncé depuis des années sur le territoire national, cette problématique met en danger le personnel.

A cause de l'insularité des DROM-COM, il est compliqué de transférer les détenus identifiés comme meneurs. Pour désengorger les établissements des

DROM-COM notre organisation a demandé que les DOT (dossier d'orientation de transfère) soient accélérés. De même que l'exécution des MOS (mesure d'ordre de sécurité) pour soulager plus rapidement les établissements.

Nous avons fait le point avec la D.I sur l'application du relevé de décisions du 17 mai 2024 (le recalibrage des ELSP et l'expérimentation d'une équipe cynotechnique). Les évènements du samedi 28 septembre à Mayotte, nous donnent raison sur la nécessité de revoir les effectifs dans les DROM-COM. Nous devons systématiquement faire appel aux ERIS de l'hexagone. Le temps de trouver des volontaires pour faire le déplacement, les choses se compliquent. Le recalibrage doit être mis en application pour 2025. Visiblement la DAP n'a engagé aucune discussion à ce sujet. Notre organisation tient à rappeler au respect du protocole signé à la suite des décès de nos collègues.

Concernant l'expérimentation d'une équipe cynotechnique, notre choix se porte sur la Guyane. C'est le seul département qui attend toujours un geste de l'administration vis-à-vis de ses infrastructures, mais c'est surtout un département où le phénomène de trafic de stupéfiants est très présent. A terme nous exigeons un chien dans chaque département pour nous permettre de remplir nos missions.

Le retard en matière de service se fait ressentir de plus en plus, les DROM-COM ne doivent plus être des départements entièrement à part mais à part entière. Dans le doute nous ne désespérons pas. Notre organisation qui a toujours été aux cotés des DROM-COM tâchera de rappeler ses obligations à l'administration vis-à-vis des insulaires.

Le 29 septembre 2024

Le référent DROM-COM